

AVIS DE LA COREAMR
SUR LE PROJET DE SRCAE SOUMIS A CONSULTATION
LE 15 SEPTEMBRE 2011
EMIS EN REUNION DU 14 NOVEMBRE

La COREAMR réunie en séance plénière le 14 novembre sous la présidence de M. Le Préfet de Région a examiné le projet de SRCAE conformément à l'article R.222-4 du code de l'environnement.

La COREAMR a noté la qualité de plusieurs propositions intéressantes pour l'agriculture régionale, elle a toutefois émis des réserves majeures sur plusieurs orientations.

1- Propositions intéressantes pour l'agriculture régionale

- L'objectif de production d'énergies renouvelables pourrait être beaucoup plus ambitieux (exemple de nos voisins européens). Les élevages peuvent porter des projets de méthanisation ou de recyclage des déchets verts, au sein de projets de territoires. Ces projets sont une partie de la réponse à l'enjeu de diversification des activités au sein des exploitations agricoles et participent à l'équilibre économique de l'exploitation et à son acceptation locale.
- Les mesures visant à protéger les territoires contre la submersion marine sont également à saluer. Les zones agricoles bénéficieront de ces dispositions et verront protégés les enjeux qui leur sont attachés (activité économique, identité culturelle et paysagère). La gouvernance des zones à risques se doit d'associer la profession agricole, en particulier dans la zone des Wateringues, secteur vulnérable prioritaire . (digues et réseau hydraulique)
- Les mesures relatives à la préservation des espaces agricoles doivent également être encouragées en cohérence avec les objectifs fixés par la Loi de modernisation agricole de juillet 2010.
- Le maintien des surfaces de prairies est conditionné par la pérennisation de l'activité d'élevage notamment des systèmes mixtes bovins lait/culture. Les éleveurs peinent à trouver des repreneurs dans les conditions actuelles (rentabilité, pénibilité du travail). Les orientations du schéma régional doivent de ce fait inciter à trouver des systèmes d'exploitations viables économiquement et humainement et offrant de réelles opportunités à long terme.
- L'orientation du SRCAE qui privilégie les implantations d'installations photovoltaïques sur toitures est à conforter et renforcer, les implantations sur terres agricoles étant à exclure et les espaces anthropisés dégradés étant à vouer à la réurbanisation pour épargner l'espace agricole par ailleurs..

2 – Propositions faisant l'objet de fortes réserves

- Les sols agricoles cultivés contribuent à la réduction des GES et au stockage du carbone à condition d'adopter de bonnes pratiques. Les programmes de

boisement ne doivent donc pas se faire au détriment des surfaces agricoles cultivées ou des prairies.

- La diminution des apports azotés de 15 % ne doit pas compromettre l'équilibre économique des exploitations. En outre, la réduction de la part des engrais minéraux dans la fertilisation azotée peut être limitée par les volumes de matière organique disponibles : l'élevage régional (bovin et porcin), qui tend à régresser devra donc être soutenu, soutien déjà rendu nécessaire pour permettre le maintien des prairies.